

Complément au rapport du conseil d'administration du 11 août 2005

Introduction

En date du 11 août 2005, le Conseil d'administration a publié son rapport sur l'offre présentée par la société japonaise Sumida Corp. (« Sumida ») de racheter toutes les actions de Saia-Burgess Electronics Holding AG se trouvant en mains du public. En date du 15 août, la Commission des OPA suisse a recommandé que le résumé de ce rapport, paru dans les médias écrits, soit complété sous certains aspects selon les indications figurant dans le rapport détaillé du conseil d'administration et que des renseignements supplémentaires soient donnés en ce qui concerne les conséquences de l'offre faite par Sumida sur les options détenues par le conseil d'administration et la direction générale, sur les contrats de travail de la direction générale ainsi que sur les mesures de défense de Saia-Burgess.

RACHAT DES ACTIONS

(chiffre 8 du rapport détaillé du conseil d'administration)

Au cas où Sumida retire son offre publique d'achat et que la participation de Sumida dans Saia-Burgess reste inférieure à 33,3 pour cent, Saia-Burgess a l'intention de racheter ses propres actions pour un montant maximal de CHF 50 millions, soit 8 pour cent de son capital-actions, et d'utiliser ces actions pour financer des acquisitions dans le cadre de sa stratégie de croissance. Le programme de rachat pourra démarrer après le retrait de l'offre de Sumida, mais au plus tard 4 semaines après cette date, et aura lieu sur la ligne normale de négoce. Cette opération sera limitée à une durée de 12 semaines.

Informations supplémentaires exigées par le droit suisse en relation avec les offres publiques d'achat

(pages 8 à 10 du rapport détaillé du conseil d'administration)

CONFLITS D'INTÉRÊTS POTENTIELS

Le conseil d'administration de Saia-Burgess est constitué des personnes suivantes : Richard Flury (Président sans activité exécutive), Daniel Hirschi (Délégué avec activité exécutive), Prof. Dr Hans Caspar von der Crone (Membre sans activité exécutive), Dr Peter Wirth (Membre sans activité exécutive) et Philipp Jacobi (Membre sans activité exécutive).

La direction générale est constituée des personnes suivantes : Daniel Hirschi (Chief Executive Officer), Preben Sundenaes (Chief Financial Officer), Valeria Poretti-Rezzonico (Directrice Communication, IR et Marketing), Peter-André Schmid (Directeur Corporate Services), Marc-Oliver Lorenz (Directeur Division Automotive), Antony Smith (Directeur Division Industry) et Jürgen Lauber (Directeur Division Controls).

Conformément à l'article 31 OOPA, le conseil d'administration informe les actionnaires comme suit :

Accords ou autres liens particuliers avec les offrants

Aucun des membres du conseil d'administration ou de la direction générale de Saia-Burgess n'a conclu un accord ou une autre convention avec Sumida. Ils n'ont aucun autre lien particulier avec Sumida.

Élections

Ni les membres du conseil d'administration, ni les membres de la direction générale de Saia-Burgess n'ont été élus à la demande de Sumida. Au contraire : comme il ressort des termes de l'invitation à l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2005, Sumida exige que tous les membres actuels du conseil d'administration démissionnent ou soient démis de leur fonction et qu'ils soient remplacés par au moins trois des membres proposés uniquement par Sumida.

Informations complémentaires

Le rapport complet du conseil d'administration, le complément, la « fairness opinion » de la Banque Sarasin et le rapport intermédiaire 2005 restent à votre disposition sur notre site Internet www.saia-burgess.com/shareholders ou peuvent être commandés en version imprimée auprès de Saia-Burgess.

Si vous avez des questions supplémentaires ou si vous souhaitez avoir une présentation ou faire une visite de l'entreprise, veuillez-vous adresser à Valeria Poretti-Rezzonico, Directrice Communication, IR et Marketing, membre de la direction générale
T +41 26 672 72 04, F +41 26 672 71 99, v.poretti@saia-burgess.com

En cas de suppression par l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2005 de la restriction d'enregistrer pour les actionnaires principaux et d'aboutissement de l'offre, le conseil d'administration démissionnera avec effet au moment de l'exécution de l'offre.

Accords contractuels avec les membres du conseil d'administration ou de la direction générale

Les contrats conclus avec les membres du conseil d'administration et de la direction générale restent inchangés, indépendamment de l'issue de l'offre de Sumida. Le conseil d'administration n'a pas connaissance de conséquences financières potentielles de l'offre sur certains membres du conseil d'administration ou de la direction générale qui pourraient causer un conflit d'intérêts, exception faite des suivantes : Le plan d'options de Saia-Burgess (sous chiffre 7.2 de la partie corporate identifiée du rapport 2004) prévoit que si une ou plusieurs personnes agissant en commun acquièrent plus de 33 1/3 pour cent des droits de vote de Saia-Burgess, les options des membres du conseil d'administration et des collaborateurs sont exécutables indépendamment des délais d'attente et les taxes et impôts supplémentaires découlant de l'exécution anticipée d'options bloquées sont supportés par Saia-Burgess. En conséquence, même des options bloquées peuvent être exercées pendant le délai supplémentaire de l'offre et les actions y relatives peuvent être offertes ou vendues en bourse.

Les membres du conseil d'administration sans fonction exécutive possèdent le nombre d'options suivant : Richard Flury : 500 options dont 400 bloquées, Dr Peter Wirth : 400 options dont 400 bloquées, Prof. Dr Hans Caspar von der Crone : 500 options dont 400 bloquées et Philipp Jacobi : 100 options dont 100 bloquées.

Le stock des options détenues par la direction générale se constitue comme suit : Daniel Hirschi : 2'950 options dont 2'200 bloquées, Preben Sundenaes : 2'500 dont 1'750 bloquées, Valeria Poretti-Rezzonico : 850 options dont 850 bloquées, Peter-André Schmid : 1'625 options dont 1'250 bloquées, Marc-Oliver Lorenz : 1'250 options dont 1'250 bloquées, Antony Smith : 1'050 options dont 1'050 bloquées, Jürgen Lauber : 750 options dont 750 bloquées. Une option donne droit à l'achat d'une action.

La valeur totale des options détenues par le conseil d'administration et la direction générale s'élève à CHF 5'389'200 selon un prix d'exercice moyen pondéré des options de CHF 518 et un prix de l'offre de CHF 950. Le montant le plus élevé en théorie, charges sociales incluses, résultant de l'exercice anticipé de toutes les options par le conseil d'administration et la direction générale s'élève au total à CHF 531'900. Ce montant inclut une indemnisation de CHF 247'500 pour les taxes et impôts supplémentaires résultant de l'exercice anticipé des options bloquées.

Durant les semaines et mois avant la publication de l'offre de Sumida, la situation sur le marché financier n'excluait pas qu'un investisseur puisse être intéressé à la reprise de Saia-Burgess ou à l'acquisition d'une forte participation minoritaire. Dès lors qu'il est dans l'intérêt de Saia-Burgess d'éviter que ses cadres supérieurs quittent l'entreprise de manière anticipée et qu'en cas de reprise, ils restent assez longtemps pour garantir une transition sans difficultés, les délais de résiliation contenus dans les contrats de travail des membres de la direction générale ont été prolongés de 12 mois à 24 mois et ce avant la publication de l'annonce préalable de l'offre publique par Sumida. Cette convention dure jusqu'à l'avant dernier jour du douzième mois du calendrier après la naissance de l'obligation de déclarer une participation dans Saia-Burgess entre 20 pour cent et 33,3 pour cent, la naissance d'une obligation de présenter une offre ou l'aboutissement d'une offre volontaire, mais au plus tard au 30 juin 2007. Si dans le cadre de la reprise, le collaborateur se voit offrir une position qui ne correspond pas à sa position actuelle, ni à ses compétences, tâches ou devoirs de rapporter à ses supérieurs et n'est pas comparable à sa position actuelle, il a le droit de demander sa libération du devoir de travailler après avoir résilié son contrat. Le conseil d'administration de Saia-Burgess part de l'idée que

de telles résiliations seront des cas isolés, dès lors que l'offrante a répété qu'elle entendait continuer à travailler avec la direction actuelle. Le conseil d'administration n'a aucune influence sur une telle décision, pour autant que l'offre aboutisse. Le montant total le plus élevé théoriquement qui devrait être versé aux membres de la direction générale pendant le délai de résiliation de 24 mois s'élèverait à CHF 8'301'600, charges sociales et contributions à la caisse de pension incluses.

D'autre part, aucun des membres du conseil d'administration ou de la direction générale n'a droit à une indemnité de départ.

MESURES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dès lors que le conseil d'administration a décidé à l'unanimité de rejeter l'offre de Sumida, aucun devoir d'agir n'a résulté des conflits d'intérêts potentiels décrits ci-dessus. Le conseil d'administration estime ne pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêt en rapport avec l'offre de Sumida.

INTENTIONS DES ACTIONNAIRES MAJORITAIRES

A la connaissance du conseil d'administration, les actionnaires suivants détenaient plus de 5 pour cent des actions de Saia-Burgess Electronics Holding AG au 4 août 2005 :

- Sumida : 26,12 pour cent, plus des options sur 3,26 pour cent d'autres actions ;
- Deutsche Bank AG : 5,802 pour cent ;
- Credit Suisse Group, 5,09 pour cent.

Le conseil d'administration n'a pas connaissance d'intentions de Deutsche Bank et de Credit Suisse. Sumida a fait part de ses intentions lors de la publication du prospectus d'offre.

Les membres non exécutifs du conseil d'administration détenaient en tout 1090 actions Saia-Burgess au 29 juillet 2005. Au 29 juillet 2005, le membre exécutif du conseil d'administration et les membres de la direction générale détenaient en tout 9365 actions Saia-Burgess, ce qui correspond à moins de 2 pour cent du capital-actions.

MESURES DE DÉFENSE

Jusqu'à présent le conseil d'administration n'a pas pris des mesures de défense. Le conseil d'administration est persuadé que Saia-Burgess possède les meilleures perspectives pour le futur en tant qu'entreprise indépendante lui permettant de continuer l'implantation de sa stratégie de croissance poursuivie jusqu'à ce jour. Cependant, il n'a pas l'intention de restreindre la liberté des actionnaires de choisir entre l'offre de Sumida, celle d'un potentiel tiers ou la stratégie indépendante. En conséquence, le conseil d'administration a décidé de renoncer à proposer des mesures de défense statutaires qui exigeraient une décision de l'assemblée générale. En vue de l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2005, le conseil d'administration essaiera de persuader les actionnaires que la voie indépendante de Saia-Burgess constitue une meilleure solution que l'offre de Sumida et que par conséquent les motions de Sumida doivent être rejetées. En outre, dans le cadre de ses devoirs de diligence et de fidélité, le conseil d'administration examinera et poursuivra les alternatives à l'offre de Sumida qui sont stratégiquement judicieuses, dans la mesure où elles promettent une plus-value équitable pour les actionnaires de Saia-Burgess.

RAPPORT FINANCIER

Le conseil d'administration n'a pas connaissance d'un changement désavantageux majeur de la situation financière du groupe Saia-Burgess depuis la publication du rapport intermédiaire du 2 août 2005. Le rapport intermédiaire fait partie intégrante de ce rapport et peut être commandé auprès de Saia-Burgess dans les versions allemande, française et anglaise (T +41 26 672 72 04) ou être téléchargé sur notre site Internet www.saia-burgess.com/shareholders.

saia-burgess

Smart solutions for comfort and safety